

DECRET-LOI N° 25 DU 30 NOVEMBRE 1937(*)

Relatif à la protection du patrimoine historique et artistique national

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil, agissant dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 180 de la Constitution, décrète :

CHAPITRE Ier

LE PATRIMOINE HISTORIQUE ET ARTISTIQUE NATIONAL

Article premier. Le patrimoine historique et artistique national comprend tous les biens meubles et immeubles existant dans le pays dont la conservation présente un intérêt public, soit parce qu'ils sont liés à des événements marquants de l'histoire du Brésil, soit en raison de leur valeur archéologique, ethnographique, bibliographique ou artistique exceptionnelle.

Paragraphe 1. Les biens visés par le présent article ne sont considérés comme faisant partie intégrante du patrimoine historique et artistique national que s'ils ont été inscrits, séparément ou en groupe, sur l'un des quatre registres mentionnés à l'article 4 de la présente loi.

Paragraphe 2. Les monuments naturels, ainsi que les sites et paysages qu'il importe de conserver et de protéger en raison des qualités exceptionnelles dont la nature les a dotés ou que l'industrie humaine leur a conférées sont assimilés aux biens visés par le présent article et doivent également être inscrits sur un registre.

Article 2. La présente loi s'applique aux objets appartenant aux personnes physiques ainsi qu'aux personnes morales de droit privé et de droit public interne.

Article 3. Sont exclues du patrimoine historique et artistique national les oeuvres d'origine étrangère :

- (1) appartenant à des missions diplomatiques ou consulaires accréditées auprès du pays ;
- (2) décorant des véhicules appartenant à des entreprises étrangères opérant dans le pays ;
- (3) faisant partie des biens visés par l'article 10 de l'Introduction au Code civil et demeurant soumises à la loi personnelle applicable à leur propriétaire ;
- (4) appartenant à des entreprises faisant le commerce d'objets historiques ou artistiques ;

* Publié au Journal officiel du 6 décembre 1937 et publié à nouveau au Journal officiel du 11 décembre de la même année.

(Traduction non officielle préparée par l'Unesco).

- (5) introduites dans le pays en vue d'expositions commémoratives, éducatives ou commerciales ;
- (6) importées par des sociétés étrangères expressément pour la décoration de leurs locaux.

Paragraphe unique. L'autorisation de déplacer librement les oeuvres visées aux alinéas (4) et (5) ci-dessus est délivrée par le Service du patrimoine historique et artistique national.

CHAPITRE II

CLASSEMENT

Article 4. Le Service du patrimoine historique et artistique national tient quatre registres sur lesquels les oeuvres visées par l'article premier de la présente loi sont inscrites, à savoir :

- (1) le registre d'archéologie, d'ethnographie et des paysages, sur lequel sont inscrits les biens appartenant aux catégories des arts archéologique, ethnographique, amérindien ou folklorique ainsi que les biens mentionnés au paragraphe 2 de l'article premier;
- (2) le registre historique, sur lequel sont inscrits les biens présentant un intérêt historique et les oeuvres d'art de caractère historique ;
- (3) le registre des beaux-arts, sur lequel sont inscrites les oeuvres nationales ou étrangères relevant de cette catégorie ;
- (4) le registre des arts appliqués, sur lequel sont inscrites les oeuvres nationales ou étrangères relevant de cette catégorie.

Paragraphe 1. Chacun des registres susmentionnés peut comprendre plusieurs volumes.

Paragraphe 2. Les biens à inclure dans les catégories énumérées aux alinéas (1), (2), (3) et (4) du présent article seront définis dans le règlement d'application de la présente loi.

Article 5. Les biens appartenant à l'Union, aux Etats et aux Municipalités sont classés d'office sur instruction du Directeur du service du patrimoine historique et artistique national. Toutefois, ce classement doit être notifié à l'entité à laquelle le bien appartient ou qui en a la garde pour produire les effets requis.

Article 6. Le classement des biens appartenant à des personnes physiques ou morales de droit privé est volontaire ou d'office.

Article 7. Le classement est volontaire lorsque le propriétaire le demande et que le Conseil consultatif du service du patrimoine historique et artistique national estime que le bien visé remplit les conditions requises pour être classé comme faisant partie intégrante du patrimoine historique et artistique national, ou lorsque le propriétaire accepte par écrit la notification qui lui est faite de l'inscription du bien en question sur un des registres.

Article 8. Le classement est d'office lorsque le propriétaire refuse de consentir à l'inscription du bien.

Article 9. Le classement d'office s'effectue selon les modalités suivantes :

- (1) le service du patrimoine historique et artistique national adresse au propriétaire, par l'intermédiaire de son organe compétent, une notification l'invitant à consentir au classement du bien dans un délai de quinze jours à compter de la réception de ladite notification ou, s'il s'y oppose, à exposer dans le même délai les motifs de son refus ;
- (2) s'il n'est pas présenté de contestation dans le délai fixé, qui ne peut en aucun cas être prorogé, le directeur du service du patrimoine historique et artistique national ordonne, par simple directive, l'inscription du bien sur le registre approprié ;
- (3) si la contestation est présentée dans le délai fixé, elle est notifiée, dans un nouveau délai fixe de quinze jours, à l'organe qui a demandé l'inscription afin qu'il justifie sa demande. L'affaire est ensuite portée, quelles que soient les dépenses encourues, devant le Conseil consultatif du service du patrimoine historique et artistique national, qui statue dans les soixante jours qui suivent la date à laquelle il a été saisi. Cette décision est sans appel.

Article 10. Le classement des biens prévu à l'article 6 de la présente loi est considéré comme provisoire ou définitif selon que la procédure a été engagée par notification ou conclue par l'inscription des biens en question sur le registre approprié.

Paragraphe unique. Sous réserve de la disposition de l'article 13 de la présente loi, l'inscription provisoire a les mêmes effets que l'inscription définitive.

CHAPITRE III

EFFETS DU CLASSEMENT

Article 11. Les biens classés appartenant à l'Union, aux Etats et aux Municipalités, inaliénables par nature, ne peuvent être cédés par l'une des entités précitées qu'à une autre.

Paragraphe unique. En cas de cession, le cessionnaire doit immédiatement en aviser le service du patrimoine historique et artistique national.

Article 12. L'aliénabilité des oeuvres historiques et artistiques enregistrées appartenant à des personnes physiques ou morales de droit privé est assujettie aux restrictions prescrites par la présente loi.

Article 13. Le classement définitif des biens privés doit, sur l'initiative de l'organe compétent du service du patrimoine historique et artistique national, être transcrit sur le cadastre pour exercer ses effets juridiques et faire l'objet d'une annotation marginale dans le registre de la publicité foncière.

Paragraphe 1. En cas de transfert de propriété des biens visés au présent article, le nouveau propriétaire est tenu de faire enregistrer ce transfert dans un délai de trente jours, sous peine d'une amende équivalant à 10 % de la valeur des biens en question, même s'il s'agit d'un transfert résultant d'une décision judiciaire ou intervenue pour cause de décès.

Paragraphe 2. En cas de déplacement de ces biens, le propriétaire doit, dans le même délai et sous peine de la même amende, les faire enregistrer à leur lieu de destination.

Paragraphe 3. Le transfert doit être notifié par le cessionnaire, et le déplacement par le propriétaire au service du patrimoine historique et artistique national dans le même délai et sous peine de la même sanction.

Article 14. Les biens classés ne peuvent sortir du pays, sinon pour une courte période, sans transfert de propriété et aux fins d'échanges culturels, avec le consentement du Conseil consultatif du service du patrimoine historique et artistique national.

Article 15. En cas de tentative d'exporter un bien classé, dans d'autres circonstances que celles prévues à l'article précédent, ce bien est mis sous séquestre par l'Union ou par l'Etat dans lequel il se trouve.

Paragraphe 1. Si la responsabilité du propriétaire est établie, celui-ci est passible d'une amende équivalant à 50 % de la valeur du bien, qui reste placé sous séquestre, à titre de garantie, jusqu'au paiement de l'amende.

Paragraphe 2. En cas de récidive, l'amende est doublée.

Paragraphe 3. Outre l'amende mentionnée aux paragraphes précédents, quiconque tente d'exporter un bien classé, est passible des peines prévues par le Code pénal pour le délit de contrebande.

Article 16. En cas de perte ou de vol d'un bien classé, le propriétaire doit en aviser le service du patrimoine historique et artistique national dans un délai de cinq jours, sous peine d'une amende équivalant à 10 % de la valeur du bien en question.

Article 17. Les biens classés ne peuvent en aucun cas être détruits, démolis ou mutilés, ni réparés, peints ou restaurés sans autorisation spéciale préalable du service du patrimoine historique et artistique national, sous peine d'une amende équivalant à 50 % du montant du préjudice causé.

Paragraphe unique. Lorsqu'il s'agit de biens appartenant à l'Union, aux Etats ou aux Municipalités, l'autorité responsable de l'infraction aux dispositions du présent article est elle-même passible de l'amende prévue.

Article 18. Aucune construction supprimant ou réduisant la visibilité d'un bien classé ne peut être érigée, ni aucun placard publicitaire ou affiche apposé à ses abords sans autorisation préalable du service du patrimoine historique et artistique national, sous peine de destruction de l'édifice ou de retrait de l'objet et, dans ce dernier cas, d'une amende équivalant à 50 % de la valeur dudit objet.

Article 19. Le propriétaire d'un bien classé qui, faute de moyens financiers, n'est pas en mesure de procéder aux travaux de conservation et de réparation dont ce bien a besoin, porte à la connaissance du service du patrimoine historique et artistique national la nécessité de procéder à ces travaux, sous peine d'une amende équivalant au double du montant auquel aura été évalué le préjudice causé au bien.

Paragraphe 1. Après avoir reçu cette information et vérifié la nécessité des travaux, le directeur du service du patrimoine historique et artistique national les fait exécuter aux frais de l'Union, un délai de six mois étant fixé pour le commencement des travaux, ou prend les dispositions requises pour faire exproprier le bien.

Paragraphe 2. Si aucune des dispositions visées au précédent paragraphe n'est prise, le propriétaire peut demander le déclassement du bien.

Paragraphe 3. S'il est établi qu'un bien classé a besoin d'urgence de travaux de conservation ou de réparation, le service du patrimoine historique et artistique national peut prendre l'initiative de projeter et d'exécuter d'office ces travaux aux frais de l'Union sans attendre la communication du propriétaire à laquelle se réfère le présent article.

Article 20. Les biens classés sont soumis à la surveillance permanente du service du patrimoine historique et artistique national qui peut procéder à leur inspection chaque fois qu'il le juge opportun. Les propriétaires ou détenteurs qui chercheraient à faire obstacle à cette inspection sont passibles d'une amende de cent milreis, ou du double en cas de récidive.

Article 21. Toute infraction commise à l'encontre des biens mentionnés à l'article premier de la présente loi est considérée comme une infraction commise à l'encontre du patrimoine national.

CHAPITRE IV

DROIT DE PREEMPTION

Article 22. En cas d'aliénation à titre onéreux de biens classés appartenant à des personnes physiques ou morales de droit privé, l'Union, les Etats et les Municipalités jouissent, dans cet ordre, d'un droit de préemption.

Paragraphe 1. Cette aliénation n'est possible que si au préalable les biens en question ont été proposés au même prix à l'Union, à l'Etat et à la Municipalité où ils se trouvent. Le propriétaire doit aviser les titulaires du droit de préemption qu'ils doivent exercer ce droit dans un délai de 30 jours, faute de quoi ils seront forclos.

Paragraphe 2. Est frappée de nullité toute aliénation d'un bien classé réalisée en infraction aux dispositions du paragraphe précédent. Les titulaires du droit de préemption peuvent saisir le bien et imposer une amende de 20 % de sa valeur au vendeur et à l'acquéreur qui sont solidairement responsables du paiement de cette amende. La nullité est prononcée, dans les formes que requiert la loi, par le juge habilité à ordonner la mise sous séquestre, dont la mainlevée ne peut être accordée qu'une fois l'amende payée, et sous réserve qu'aucun des titulaires du droit de préemption n'ait acquis les biens dans le délai prescrit de trente jours.

Paragraphe 3. Le droit de préemption n'empêche pas le propriétaire de grever librement le bien classé d'un gage, d'une antichrèse ou d'une hypothèque.

Paragraphe 4. Aucune vente judiciaire de biens classés n'est possible sans qu'elle ait été préalablement notifiée par le tribunal aux titulaires du droit de préemption. Tout avis de vente publique publié avant cette notification est frappé de nullité.

Paragraphe 5. Les titulaires du droit de préemption jouissent du droit de renvoi, si celui-ci n'a pas été exercé avant la signature de l'instrument de vente publique ou de l'ordonnance d'adjudication par les personnes légalement investies de ce pouvoir.

Paragraphe 6. Le droit de renvoi peut être exercé par l'Union, ainsi que par l'Etat et la Municipalité où se trouvent les biens dans un délai de cinq jours à compter de la signature de l'instrument de vente publique ou de l'ordonnance d'adjudication. L'acte ne peut avoir effet avant l'expiration de ce délai, à moins que l'adjudicataire ne soit un des titulaires du droit de préemption.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS GENERALES

Article 23. L'Exécutif prend les mesures nécessaires en vue de la conclusion entre l'Union et les Etats d'accords destinés à améliorer la coordination et le développement des activités relatives à la protection du patrimoine historique et artistique national et à uniformiser les dispositions législatives complémentaires des Etats en la matière.

Article 24. Outre le Musée national d'histoire et le Musée national des beaux-arts, l'Union pourvoit au fonctionnement d'autant d'autres musées nationaux qu'il est nécessaire pour assurer la conservation et l'exposition des oeuvres historiques et artistiques qui lui appartiennent. Elle prend en outre des mesures pour favoriser l'établissement de musées d'Etat et municipaux poursuivant les mêmes fins.

Article 25. Le service du patrimoine historique et artistique national cherche à s'entendre avec les autorités ecclésiastiques, les institutions scientifiques, historiques ou artistiques et les personnes physiques et morales en vue d'obtenir leur coopération dans l'intérêt du patrimoine historique et artistique national.

Article 26. Les personnes faisant le commerce des antiquités, des oeuvres d'art de toute nature, des manuscrits et des livres anciens ou rares doivent se faire inscrire sur un registre spécial au service du patrimoine historique et artistique national et communiquer à celui-ci, tous les six mois, une liste complète des biens historiques et artistiques en leur possession.

Article 27. Les commissaires-priseurs qui ont l'intention de mettre en vente des objets visés à l'article précédent doivent en soumettre la liste à l'organe compétent du service du patrimoine historique et artistique national, sous peine d'une amende équivalant à 50 % de la valeur des objets vendus.

Article 28. Aucun objet visé à l'article 26 de la présente loi ne peut être mis en vente par un commerçant ou un commissaire-priseur s'il n'a été préalablement expertisé par le service du patrimoine historique et artistique national ou par un expert agréé par ce service, sous peine d'une amende équivalant à 50 % de la valeur attribuée à l'objet.

Paragraphe unique. L'expertise de l'objet donne lieu au paiement d'une taxe d'expertise équivalant à 5 % de la valeur de l'objet si celle-ci ne dépasse pas 1.000 milreis, plus cinq milreis par tranche ou partie de tranche de 1.000 milreis supplémentaire.

Article 29. Le titulaire d'un droit de préemption jouit d'un privilège sur le produit de la vente publique de biens classés en ce qui concerne le paiement des amendes imposées pour les infractions à la présente loi.

Paragraphe unique. Seules ont priorité sur la créance visée au présent article les créances inscrites sur le registre approprié avant le classement du bien par le service du patrimoine historique et artistique national.

Article 30. Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

Rio de Janeiro, le 30 novembre 1937.

GETULIO VARGAS

Gustavo Capanema